

ANALYSE DE LA PRESSE

Août 2014

1. A la une : Erdoğan élu président de la république turque
2. Dossier du mois : Décryptage de l'élection présidentielle
3. Turquie
4. Economie
5. Union européenne
6. International
7. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Août 2014)



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : Erdoğan élu président de la république turque

« Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a été élu dimanche [10 août] président de la République turque dès le premier tour du scrutin disputé pour la première fois au suffrage universel direct. » (AFP, 10/08/2014)

« Selon les résultats officiels publiés [le lendemain] par le Haut-conseil électoral, M. Erdogan s'est imposé avec 51,79% des suffrages, devant le candidat commun de l'opposition social-démocrate et nationaliste Ekmeleddin Ihsanoglu (38,4%) et celui issu de la minorité kurde, Selahattin Demirtas (9,8%). Le taux de participation, 74,12%, a été nettement inférieur au taux de 89% enregistré lors des élections municipales de mars. » (Le Point, AFP, 11/08/2014) »



Photo : (Emrah Gurel/AP/SIPA)

« Tout juste élu président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan a prononcé un discours rassembleur, qui détonnait avec une campagne au ton très agressif. Tandis qu'il avait multiplié les attaques contre ses rivaux, l'ancien premier ministre turc s'est en effet voulu apaisant et a annoncé "une nouvelle ère", loin des "disputes du passé" qui ont agité ses onze ans de règne. » (Le Parisien.fr, AFP, 11/08/2014)

Dans son « discours du balcon », prononcé tard dans la nuit de dimanche à lundi, à Ankara, au siège du Parti de la Justice et de Développement (AKP), « "Je serai le Président des 77 millions et non seulement de ceux qui ont voté pour moi", a-t-il dit. "Ceux qui n'ont pas voté pour moi ont également gagné. Car aujourd'hui c'est le premier jour de la création de la nouvelle Turquie. Il faut laisser tous les conflits dans la vieille Turquie." Recourant à des références coraniques, il a souligné l'importance du "consensus social". Le nouveau Président a répété plusieurs fois dans son intervention le terme de "Turquie" à la place de "Turc", pour insister sur le caractère commun des minorités religieuses, ethniques, nationales et linguistiques. » (Libération, Ragıp Duran, 11/08/2014) « "Aujourd'hui, nous refermons la parenthèse ouverte le 27 mai 1960. Il n'y a plus d'obstacle entre la présidence et le peuple", a assuré le leader islamo-conservateur. » (Le Monde, Guillaume Perrier, 11/08/2014)

Le succès d'Erdoğan

« Ni le souvenir de la répression musclée des manifestations de la place Taksim l'été dernier, ni son interventionnisme croissant dans l'appareil d'Etat, ni le scandale de corruption qui l'a éclaboussé, encore moins l'islamisation progressive de la société qu'il a encouragée n'ont réellement pesé dans les urnes. » (Les Echos, Catherine Chatignoux, 11/08/2014)

« Le triomphe de Recep Tayyip Erdoğan (...) n'est pas une surprise. Erdoğan est populaire, et en tant que Premier ministre depuis 2003, il surfe sur une vague de succès économique. Mais c'est aussi un populiste qui a toujours tenu l'état et les médias d'une main ferme, diabolisant tous les critiques (y compris ses anciens alliés comme le prêcheur expatrié Fethullah Güllen) au passage. » écrit Jan-Werner Mueller, professeur de science politique. (Les Echos, 12/08/2014)

« Trois facteurs définissent les douze années de Recep Tayyip Erdogan et de politiques de l'AKP. » explique dans son article au Monde, Ali Bayramoğlu, auteur et chroniqueur au quotidien pro-AKP "Yeni Safak" : « Le premier facteur est la croissance économique et le succès de la stabilité. (...) Le deuxième facteur qui symbolise l'AKP est le grand déplacement des classes sociales et la réduction des distances qui en découle. (...) Le troisième facteur est le style de gouvernance de M. Erdogan qui se repose sur une approche politique patriarcale. » (Le Monde, 11/08/2014)

« Un slogan revient sans cesse dans ses meetings électoraux : "Durmak yok" ("on ne s'arrête pas"). "Son discours est très nationaliste avec un ton religieux", remarque Esra Arsan, de l'université Bilgi, soulignant "qu'il mise sur une stratégie de polarisation de la société, jouant à fond sur le "eux" ou "nous" ". "Recep bey" est l'idole de cette nouvelle Turquie conservatrice et religieuse jadis méprisée par les élites kémalistes, qui a largement profité en dix ans de la très forte croissance économique, avec un PIB par habitant presque triplé. Il joue sur tous les registres de la fierté nationale dans un pays qui se veut l'héritier de la splendeur ottomane. » (*Libération, Ragıp Duran, 08/08/2014*)

« "Une nouvelle Turquie" avec "l'homme du peuple" ont été les slogans les plus utilisés pendant la campagne de M. Erdogan. Ces expressions indiquent une visée de rupture avec le passé, mais aussi le souhait de prendre la place d'Atatürk (Mustafa Kemal), le père des Turcs. M. Erdogan ne cache pas son désir de refonder une deuxième République et emprunte la même trajectoire qu'Atatürk avait choisie pour lancer la guerre d'indépendance nationale. (...) On s'inquiète alors que la "nouvelle République turque" se dote de l'héritage autoritaire de la République kémaliste moins la laïcité. Les nouvelles élites islamistes succéderont au pouvoir des élites laïques, en quête d'hégémonie sur l'orientation de l'Etat comme sur l'interprétation de l'islam.» écrit Nilüfer Göle, sociologue à l'EHESS. (*Le Monde, 11/08/2014*)

Vers la présidentialisation du régime ?

« Lors de son discours dimanche (10 août), [Erdogan] a déclaré ne pas vouloir être un "président neutre" et se tenir à l'écart de la vie politique turque comme certains de ces prédécesseurs. En tant que président, il compte bien gouverner comme il l'a fait en tant que premier ministre et asseoir ainsi sa mainmise sur le pays. Son objectif est de prolonger sa présence au pouvoir pour au maximum deux mandats de cinq ans. La Constitution actuelle l'empêchait de le faire en tant que premier ministre, puisqu'il allait boucler son troisième et dernier mandat en 2015. » (*Le Monde, Sophie Gillig, 12/08/2014*)

« "Le poste de président n'est pas fait pour se reposer. Le peuple veut voir un président qui s'active et qui transpire", a martelé tout au long de sa campagne le leader de l'AKP (...). "Le système présidentiel est en vigueur dans la plupart des grands pays développés et nous devons changer notre système politique." » (*Libération, Marc Semo, 11/08/2014*)

« M. Erdogan doit modifier la Constitution s'il veut instaurer un régime présidentiel "à la française" ou "à l'américaine". L'AKP a besoin pour cela des deux tiers du Parlement, soit 367 députés sur 550. Actuellement, le parti possède 313 sièges. Pour obtenir la majorité, M. Erdogan devra attendre les élections législatives de 2015, à moins qu'il ne décide de les déclencher plus tôt, faisant suite à son succès [aux élections présidentielles]. » (*Le Monde, Sophie Gillig, 12/08/2014*)

Selon l'économiste Ahmet Insel, « dans l'immédiat, Recep Tayyip Erdogan va élargir les prérogatives du chef de l'Etat telles qu'elles sont définies dans l'actuelle Constitution, héritée du coup d'Etat militaire de 1980. Ainsi, le président de la République a le droit de présider le Conseil des ministres, même s'il ne le fait jamais. Mais dès qu'il jugera le moment propice, le leader de l'AKP va convoquer des élections anticipées afin de disposer à la Chambre d'une majorité suffisante pour changer la Constitution, ou du moins pour convoquer un référendum. Son projet est clairement celui d'un régime présidentiel à l'américaine, mais sans les contre-pouvoirs qui fondent la démocratie américaine. La Turquie n'est pas un Etat fédéral et la Cour constitutionnelle est sous pression, comme d'ailleurs l'ensemble de l'appareil judiciaire.» (*Libération, Marc Semo, 08/08/2014*)

« Les candidats de l'opposition, le social-démocrate et nationaliste Ekmeleddin Ihsanoglu et Selahattin Demirtas, issu de la minorité kurde, ont d'ores et déjà exprimé leur inquiétude face au projet de "présidentialisation" du mandat de M. Erdogan et ont dénoncé sa dérive autoritaire et islamiste. » (*Le Monde, Sophie Gillig, 12/08/2014*)

« Un Etat Erdoğan »

« S'il gagne, la république de Turquie se transformera encore un peu plus en un Etat Erdogan », prévenait Hasan Cemal, journaliste et chroniqueur du site T24 avant les élections. (*Libération, Ragıp Duran, 08/08/2014*)

Selon l'économiste Ahmet Insel, « Erdogan veut notamment que le président de la République puisse rester le chef du parti. Et que l'exécutif domine le législatif. Cela inquiète une bonne partie de l'opinion, y compris d'ailleurs au sein de l'AKP, où beaucoup d'élus étaient et restent opposés à cette réforme. La totale reprise en main par Erdogan de la justice et de la police ces derniers mois après que sont sorties les premières accusations de corruption contre son fils Bilal n'incite guère à l'optimisme. La Turquie s'éloigne de l'Europe, dont Erdogan a à peine parlé pendant sa campagne. Depuis la répression des manifestations du printemps 2013, il se sait considéré comme le mouton noir. D'où cette fuite en avant vers un autoritarisme toujours plus ouvertement assumé. » (*Libération, Marc Semo, 08/08/2014*)

« "Erdogan va instaurer un régime basé sur un seul homme, qui frôle une dictature. Car il a supprimé la séparation des pouvoirs. L'exécutif, c'est lui, le législatif, c'est son parti, la justice est sous sa tutelle, les juges et les procureurs qui ouvrent des enquêtes non désirées sont immédiatement virés. Quant au quatrième pouvoir, les médias sont, en dehors de quelques exceptions, sous son contrôle ", écrivait le politologue Baskin Oran le 8 août dernier sur le site d'information T24. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 10/08/2014*)

2. Dossier du mois : Décryptage de l'élection présidentielle

Un faible taux de participation

« Le scrutin [du 10 août] a été marqué par une abstention record, 25 %, dans un pays où le taux de participation est traditionnellement élevé (89 % aux municipales en mars dernier). Plus que l'effet vacances du mois d'août, c'est la certitude que tout soit joué d'avance qui semble avoir poussé les électeurs à bouder le scrutin. La presse qui a déclaré Erdogan gagnant dès le début de la campagne, les sondages qui lui ont attribué une victoire dès le premier tour et les accusations de trucage des votes formulées par l'opposition lors des précédentes élections ont conforté cette perception. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 10/08/2014*)

L'opposition s'interroge sur les raisons de la défaite

Le principal adversaire Ekmelettin Ihsanoglu, diplomate de carrière et scientifique de formation qui a dirigé pendant neuf ans l'Organisation de la conférence islamique, était candidat commun du CHP (gauche kémaliste) et du MHP (extrême droite). Le score de 38 % qu'il a obtenu est considéré comme un échec de taille « pour ces deux partis d'opposition: Ihsanoglu n'a pas pu atteindre le total des votes que les deux partis avaient obtenu aux dernières législatives. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 10/08/2014*)

« La majorité des chroniqueurs de l'opposition expliquent la défaite d'Ekmeleddin Ihsanoglu, (...) par l'impopularité du candidat. "Il n'était le candidat favori ni du CHP ni du MHP", rappelle Yalcin Dogan, du quotidien Milliyet. Ihsanoglu a nuancé sa défaite en déclarant que 39% des voix était tout de même "un succès pour un candidat que personne ne connaissait il y a un mois", et que "la course n'était pas juste et équitable car le candidat Premier ministre s'est servi de tous les moyens de l'Etat et des médias". » (*Libération, Ragıp Duran, 11/08/2014*)

« Ihsanoglu n'a pas mené une campagne à proprement parler, ni meeting, ni visibilité médiatique, dû en partie à sa personnalité effacée et calme mais surtout au retrait des structures locales des deux partis qui l'ont présenté et... qui l'ont quasiment abandonné. Résultats des courses, deux millions d'électeurs classiques du CHP kémaliste ne se sont pas déplacés et approximativement un million et demi d'électeurs du MHP nationaliste a préféré voter Erdogan. » écrit Samim Akgönül, maître de conférences à l'Université de Strasbourg. (*L'Express, 12/08/2014*)

Quant au candidat proche du mouvement kurde, Selahattin Demirtaş, Président du parti de la Démocratie des Peuples (HDP, 27 sièges au Parlement), le résultat de 9.6 % des votes est considéré satisfaisant. (...) "Nous avons gagné au moins 3% de plus de vote par rapport au scrutin du mars dernier. Mais ce qui est plus important c'est que notre message selon lequel une autre vie, démocratique et pacifique, était possible, a été entendu et admis dans l'ensemble du pays", a-t-il déclaré [Demirtaş]. » (*Libération, Ragıp Duran, 11/08/2014*)

Selon le politologue Akgönül, « Selahattin Demirtaş partait avec deux handicaps. Premièrement, absence de structures dans l'ouest du pays (et de l'argent pour mener une campagne digne de ce nom) et deuxièmement, sa proximité avec le mouvement kurde qui rendait allergique l'électorat turc kémaliste et nationaliste. » (*L'Express, 12/08/2014*)

Une campagne inégale et inéquitable

« "Jamais, depuis les années 1950, une élection ne s'était déroulée dans des conditions aussi inégales, estime Soli Özel, politologue à l'université Kadir Has d'Istanbul. Non seulement Erdogan utilise toutes les ressources de l'Etat, mais en plus, il jouit d'un soutien médiatique disproportionné." » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 05/08/2014*)

« 42 millions de livres turques (soit près de 15 millions d'euros), c'est le montant des dons récoltés pour sa campagne par Recep Tayyip Erdogan, contre moins de 700 000 euros pour Ihsanoglu (le candidat de la gauche nationaliste) et de 300 000 euros pour Demirtaş (le candidat prokurde). » (*Libération, Marc Semo, 10/08/2014*)

« Les portraits géants du premier ministre en "homme de la nation" et "leader du changement" ont recouvert les panneaux publicitaires et les bâtiments officiels. La propagande de campagne envahit la télévision et les journaux, majoritairement sous le contrôle de proches du gouvernement. Mais, là encore, la répartition entre les candidats est peu équitable. Selon le décompte effectué par le site d'information indépendant T24, fin juillet, la télévision publique TRT consacrait chaque jour 1 heure et 48 minutes au candidat Erdogan, contre 2 minutes et 38 secondes à M. Ihsanoglu et 8 secondes à M. Demirtaş. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 05/08/2014*)

« "La compétition n'est pas équitable", juge Ekmeleddin Ihsanoglu (...). La campagne a été réduite à trente jours, c'est très court. De plus, les candidats ne bénéficient d'aucun financement public. Les donations privées sont autorisées dans la limite de 9 000 livres turques. Mais, pour notre concurrent, c'est tout l'appareil d'Etat, les fonctionnaires, les médias, qui sont à son service." » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 05/08/2014*)

« Erdogan se sert de tous les moyens de l'Etat pour remplir ses meetings. Les travailleurs des sociétés proches du gouvernement et les fonctionnaires sont systématiquement mobilisés pour soutenir "le Président", dont d'immenses affiches ornent même les façades des palais de justice ou autres bâtiments officiels. "La couverture de la campagne d'Erdogan dépasse en durée au moins trois fois celle des deux autres candidats réunis sur les chaînes publiques et privées", relève un rapport d'Ahmet Yildirim, membre du Haut Conseil de la radio et télévision (RTÜK, équivalent turc du CSA). Il en est de même concernant les dons de soutien aux candidats. Haluk Gerger, universitaire et spécialiste des relations internationales, est sans illusion : « On le surnomme "Recep Tayyip Poutine". Il fait tout pour gagner, y compris d'une façon illégale et illégitime, car s'il perd, il sait qu'il devra rendre des comptes à la justice. » » (*Libération, Ragıp Duran, 08/08/2014*)

Les réactions de la presse turque et des intellectuels

« Si les partisans d'Erdogan fêtaient dimanche soir sa victoire écrasante, des réactions provenant de "l'autre Turquie", qui n'a pas voté pour lui, étaient marquées par l'inquiétude. "Erdogan divise en deux la société turque. Il se sert des failles ethniques et confessionnelles pour consolider son électorat et diriger avec la peur et les menaces", affirme Kadri Gürsel, chroniqueur au journal Milliyet. "Il lance des phrases de mépris

que d'autres n'auraient jamais osé. Sa stratégie a marché, mais c'est la paix interne de la Turquie qui payera le prix. " » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 10/08/2014*) « "Si la direction de ce nouveau régime prend des décisions contraires à la Constitution, nous allons vivre dans un climat explosif et nous diriger vers une crise constitutionnelle", a anticipé l'éditorialiste. » (*Le Point, AFP, 11/08/2014*)

« Can Dunder, du quotidien d'opposition *Cumhuriyet* (qui tire à 52 000 d'exemplaires), ne s'y trompe pas. Erdogan a "fait son discours du balcon, comme à son habitude très rassembleur, très unificateur, mais, dans la pratique, il poursuit sa politique de conflit et de polarisation", écrit-il. Le quotidien de gauche *Birgun* (26 000), pointe le score important mais pas non plus exceptionnel d'Erdogan: "Un Président de la République illégitime selon la moitié du pays." Evrensel (11 000), quotidien d'extrême gauche, dénonce des irrégularités dans le scrutin: "Encore une élection, encore des fraudes." Ortadoğu (5 000 exemplaires) le quotidien proche du parti d'extrême droite MHP, s'en prend aux citoyens qui ne se sont pas déplacés pour voter dimanche: "Les vacances ont déclaré le gagnant: Erdogan !". » (*Libération, Ragıp Duran, 11/08/2014*)

3. Turquie

Ahmet Davutoğlu nommé nouveau premier ministre de Turquie

C'est Ahmet Davutoglu, le ministre des affaires étrangères qui est chargé de former le nouveau gouvernement. Le nouveau Président Recep Tayyip Erdogan a nommé son nouveau premier ministre le 28 août suivant la passation de pouvoir avec son prédécesseur, Abdullah Gül.

« Le nouveau Premier ministre islamo-conservateur turc Ahmet Davutoglu a présenté vendredi [29 août] son gouvernement, où l'ancien ministre aux Affaires européennes Mevlüt Cavusoglu lui succède au poste de chef de la diplomatie. La nouvelle équipe annoncée par M. Davutoglu ne présente que peu de changement par rapport à celle de son prédécesseur Recep Tayyip Erdogan, les ministres en charge de l'Economie, Ali Babacan, et des Finances, Mehmet Simsek, artisans de la réussite économique turque, restant en place. Yalçın Akdoğan, qui fait partie du cercle des intimes de M. Erdogan, a été nommé vice-Premier ministre dans le nouveau cabinet. Le programme du nouveau gouvernement sera présenté au Parlement dès la semaine prochaine et suivi d'un vote de confiance acquis, le Parti de la justice et du développement (AKP) y disposant d'une majorité absolue de 313 sièges sur 550. » (*Les Echos, 29/08/2014*)

« "Les noms changent mais l'essence, la mission, l'esprit, les objectifs et les idéaux restent ", a insisté Recep Tayyip Erdogan » (*Libération, 27/08/2014*) suite à l'élection à l'unanimité de Davutoglu, seul candidat en lice, comme président du Parti de la justice et du développement (AKP).

« M. Davutoglu travaille aux côtés [d'Erdoğan] (...) depuis son arrivée à la tête du gouvernement en 2003. Il fut d'abord son conseiller diplomatique, avant de prendre en 2009 le portefeuille de ministre des Affaires étrangères. Député AKP de sa province natale de Konya (centre), ce polyglotte est le maître d'œuvre de la nouvelle diplomatie turque, dite "néo-ottomane", qui a vu le retour de la Turquie sur l'avant-scène mondiale, notamment au Moyen-Orient. Le bilan de cette politique dite de "zéro problème avec les voisins" s'est toutefois singulièrement dégradé. (...) De l'avis de nombreux observateurs, (...) Davutoglu ne devrait guère contrarier l'autorité du nouveau président Erdogan (...). » (*Libération, AFP, 21/08/2014*)

Violents incidents autour d'une statue controversée dans la ville de Lice

« La destruction de la statue controversée d'un chef rebelle kurde a provoqué mardi [19 août] de violents affrontements dans le sud-est de la Turquie, qui ont entraîné la mort de deux personnes, un manifestant kurde et un soldat, tués par balles.

Les incidents se sont produits dans la petite ville de Lice, où l'inauguration dimanche [17 août] dans un cimetière de la statue de Mahsum Korkmaz, un ancien chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), avait suscité la colère des nationalistes turcs.

Au moins deux autres manifestants ont été blessés par balle. Un gendarme grièvement touché dans les heurts, a succombé dans la soirée à l'hôpital, ont indiqué des sources des services de sécurité locaux. » D'autres affrontements ont eu lieu entre les manifestants pro-PKK et les forces de l'ordre lors des funérailles de la victime civile à Lice. (*Le Parisien.fr, AFP, 19/08/2014*)

« L'armée turque s'est expliquée sur le recours à la force contre les manifestants. "Les unités en route pour Lice ont été attaquées par des individus armés de lance-grenades, de carabines et d'engins explosifs", a affirmé le commandement militaire dans un communiqué publié sur son site internet.

De son côté, le vice-Premier ministre Besir Atalay a dénoncé un "acte de provocation" destiné à faire dérailler le processus de paix engagé en 2012 entre Ankara et le PKK. (...)

Dans un communiqué, l'aile militaire du PKK, le HPG a dénoncé la mort d'un civil, réclamant que "justice soit faite". "Une enquête doit immédiatement être ouverte sur les autorités militaires qui ont donné l'ordre de tirer sur la foule", précise le texte rapporté par l'agence prokurde Firat News, accusant l'Etat turc et son armée de "manquer de respect face aux symboles" du peuple kurde.

La statue a été inaugurée dimanche par les autorités locales, dans un cimetière de Yolacti réservé aux combattants du PKK. » (*Le Parisien.fr, AFP, 19/08/2014*)

« L'événement a rendu furieux les nationalistes turcs, qui en ont rendu responsable le Premier ministre et président élu islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan, à l'origine d'une série de mesures en faveur de la minorité kurde dans le cadre de pourparlers de paix engagés avec le PKK à l'automne 2012. » (*Le Point, AFP, 19/08/2014*)

Les propos du vice-premier ministre sur le rire des femmes créent la polémique

« "Une femme doit conserver une droiture morale, elle ne doit pas rire fort en public", a affirmé le vice-premier ministre turc, Bulent Arinç, suscitant une polémique (...) en Turquie. (...) Cette petite phrase a provoqué une avalanche de réactions - pour la plupart indignées - dans les réseaux sociaux où les internautes dénonçaient l'intervention "de plus en plus flagrante" du régime turc dans la sphère privée. » (*Le Figaro, AFP, 29/07/2014*)

« Affublés du hashtag "Rire" et "Rire de résistance", littéralement #kakhaha et #direnkakhaha en turc, les internautes féminines ont massivement diffusé des photos d'elles-mêmes, arborant un large sourire ou riant aux éclats. (...) En moins de 48 heures, CNN a recensé des centaines de milliers de tweets de contestation. » (*Le Monde, Marine Messina, 01/08/2014*)

« Une association de défense des femmes a déposé plainte lundi contre M. Arinç pour "discrimination", "diffamation" et "incitation à la haine". » (*Le Parisien, AFP, 08/08/2014*)

4. Economie

« Baisse surprise du taux au jour le jour »

« La banque centrale turque a abaissé mercredi [27 août] de manière inattendue son taux au jour le jour de 75 points de base en dépit d'une inflation persistante, pour sa première décision affectant les taux directeur depuis l'élection de Recep Tayyip Erdogan à la tête du pays.

La banque centrale a abaissé le taux au jour le jour de 12% à 11,25% et l'a ramené à 10,75% pour ses principales banques correspondantes. Elle a laissé ses principaux autres taux directeurs inchangés, y compris le taux des prises en pension à une semaine qui demeure fixé à 8,25%. (...)

Pour la plupart des économistes interrogés par Reuters, le niveau élevé de l'inflation ne plaide pas en faveur des baisses de taux. Le président-élu [Erdogan] est toutefois convaincu que ce sont les taux élevés qui nourrissent l'inflation et a régulièrement appelé la banque centrale à les abaisser fortement depuis qu'elle a été contrainte de pratiquement les doubler pour enrayer la chute de la livre turque. » (*Les Echos, Reuters, 27/08/2014*)

« L'économie turque a bien résisté à la crise de défiance et retrouve un rythme de croissance plus sain »

« L'économie [turque] avait encaissé tout au long de 2013 trois chocs successifs : les premières menaces de resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale au printemps, puis les violentes manifestations de la place Taksim, au coeur d'Istanbul, enfin le scandale de corruption visant le Premier ministre Erdogan. Les investisseurs, refroidis, avaient quitté le pays provoquant la chute de la livre turque, qui avait perdu plus de 30 % de sa valeur vis-à-vis du dollar entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2014.

C'est contre l'avis du gouvernement que la banque centrale turque avait massivement relevé ses taux en janvier à 12 % endiguant du même coup les sorties de devises et la chute de la monnaie. A la veille de l'élection présidentielle, la stabilité financière est rétablie et l'activité, certes moins bouillonnante qu'à la fin des années 2000, s'est montrée étonnamment robuste au premier trimestre avec une hausse de 4,3 % du PIB après une croissance de 4 % l'an dernier. C'est aussi l'objectif du gouvernement pour cette année.

La monnaie, toujours faible, continue d'alimenter l'inflation (9,3 % en juillet) mais elle a donné un coup de fouet aux exportations et le dynamisme économique a contribué à réduire le déficit public (à 1,2 % du PIB), exemplaire, tout comme le niveau de la dette publique (36 % fin 2013). La vraie faiblesse de l'économie turque réside dans le déficit de sa balance courante (7,9 % du PIB) financée, compte tenu de la faiblesse de l'épargne privée et d'investissements directs insuffisants, par des capitaux étrangers à court terme, ce qui soumet le pays à une forte dépendance aux financements extérieurs et à une grande volatilité financière. (...)

Le revenu moyen été multiplié par trois et le pays s'est hissé au 17e rang mondial. « Non seulement le niveau de vie est en Turquie parmi les plus élevés des émergents, mais c'est là que les inégalités sont les moins criantes », note l'économiste Sylvain Bellefontaine. » (*Les Echos, Catherine Chatignoux, 08/08/2014*)

« Les marchés s'interrogent sur Erdogan président »

Considérée « porteuse de risques institutionnels et économiques » par les investisseurs, l'élection de Recep Tayyip Erdogan à la présidence a provoqué une chute dans les marchés financiers turcs le 11 août.

« La volonté affichée du nouveau président d'influencer la politique monétaire et les incertitudes sur la composition et les orientations de son équipe économique pesaient en effet sur la Bourse d'Istanbul et sur la livre turque.(...) »

"A terme, la détérioration de la prévisibilité de la politique et, plus généralement, des structures institutionnelles de la Turquie pourrait dissuader les investisseurs et nuire aux flux de capitaux." [commente William Jackson, économiste chargé des marchés émergents chez Capital Economics]. (...)

"Au cours des semaines à venir, les marchés financiers turcs devraient saluer la victoire d'Erdogan, considérée comme une promesse de continuité", estime Amy Yuan Zhuang, analyste de Nordea Research. "Mais l'incertitude politique sera forte au cours des trois mois à venir, ce qui conforte notre scénario de baisse de la livre face à l'euro sur cette période." (...)

A plus long terme, c'est la question de l'équilibre des pouvoirs en Turquie qui risque de préoccuper les investisseurs sous la présidence d'un dirigeant connu pour son caractère parfois impulsif et qui affiche sa volonté d'exercer pleinement les pouvoirs dévolus à sa nouvelle charge. (...)

Dans un communiqué publié lundi [11 août], l'agence de notation Fitch souligne que la difficulté à prévoir l'évolution de la politique turque pourrait peser sur les flux de capitaux. (...)

"La pression sur la banque centrale pour assouplir la politique monétaire va continuer", prédit Thu Lan Nguyen, responsable de la stratégie devises de Commerzbank. "La poursuite probable du cycle de baisse des taux va mettre la livre sous pression, notamment avec la normalisation de la politique monétaire américaine."

L'anticipation de la remontée, attendue courant 2015, des taux d'intérêt de la Réserve fédérale américaine a déjà une influence notable sur les flux de capitaux vers les marchés émergents. Or la Turquie est particulièrement exposée à l'évolution de ces flux en raison de l'ampleur de son déficit courant. (*Les Echos*, *Reuters*, 11/08/2014)

« Schneider Electric rachète Günsan Elektrik en Turquie »

« L'équipementier Schneider Electric a annoncé mardi [12 août] l'acquisition de Günsan Elektrik, le deuxième acteur du marché turc de l'appareillage électrique pour les bâtiments, pour un montant resté confidentiel.

"Cette acquisition devrait avoir un impact relatif sur le bénéfice par action du groupe dès la première année et répondre aux critères de retour sur capitaux employés fixés par Schneider Electric à la fin de la troisième année", a indiqué le groupe industriel.

Günsan Elektrik, qui emploie plus de 300 collaborateurs, a réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires de 100 millions de livres turques, ce qui représente environ 35 millions d'euros, a également souligné Schneider.» (*Les Echos*, 12/08/14)

5. Union Européenne

L'UE appelle Erdogan à tenir ses engagements

« L'Union européenne a appelé [le 11 août] Recep Tayyip Erdogan, élu [la veille] à la présidence de la Turquie, à jouer "un rôle de réconciliateur pour la société turque" dans un message publié par le président du Conseil de l'UE, Herman Van Rompuy.

"Nous vous félicitons pour votre élection (...) et nous espérons que vous allez jouer le rôle de réconciliateur qui est celui de votre nouvelle position, comme vous vous y êtes vous-même engagé, afin de rassembler toutes les communautés, les croyances, les sensibilités, les opinions et les modes de vie de la société turque", écrit M. Van Rompuy dans ce message cosigné par le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Les présidents des deux institutions de l'UE rappellent que la Turquie est "un partenaire capital pour l'Union européenne: un pays candidat à l'adhésion, un voisin, un partenaire commercial et un allié diplomatique". Ils ont invité à ce titre le président turc à "poursuivre ses efforts pour un règlement de la question kurde et pour trouver une issue pour Chypre", pays membre de l'UE dont la Turquie occupe la partie nord.» (*Le Figaro*, AFP, 11/08/2014)

6. International

Turquie – Etats-Unis

« Le président américain Barack Obama a félicité [le 12 août] le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan pour sa victoire à l'élection présidentielle, jugeant que ce dernier avait une "opportunité historique" de faire avancer la Turquie, a indiqué la Maison Blanche.

Les deux hommes ont évoqué les efforts en cours pour aboutir à un cessez-le-feu à Gaza, a ajouté la Maison Blanche sans autres précisions. Ce conflit a suscité des tensions entre les deux pays, M. Erdogan, fervent défenseur de la cause palestinienne, appelant notamment les Etats-Unis à faire leur "autocritique". » (*Le Figaro*, AFP, 12/08/2014)

Turquie - Allemagne

Merkel félicite Erdoğan pour son élection à la présidence de la Turquie

« La chancelière allemande Angela Merkel a félicité [le 11 août] Recep Tayyip Erdogan, élu [la veille] à la présidence de la Turquie, insistant sur le "rôle majeur" d'Ankara dans le contexte troublé du Proche-Orient. "Nous sommes actuellement confrontés à des défis difficiles dans la région", a souligné la chancelière dans son message à Recep Tayyip Erdogan, premier ministre turc depuis 2003, lu à la presse par son porte-parole. "La Turquie a un rôle majeur à jouer dans ce contexte. Je vous souhaite réussite, endurance et force dans ces lourdes tâches", a poursuivi Angela Merkel.

La chancelière a rappelé les "liens étroits, fondés sur la confiance", entre la Turquie et l'Allemagne, qui dispose de la plus importante communauté d'origine turque au monde, avec quelque trois millions de personnes. "Il m'importe personnellement de maintenir et de renforcer, avec vous, les relations traditionnellement amicales entre nos deux pays, dans l'intérêt de nos concitoyens", a ajouté Angela Merkel. » (*Le Figaro*, AFP, 11/08/2014)

« La Turquie espionnée par Berlin: l'ambassadeur d'Allemagne convoqué à Ankara »

Suivant la révélation par hebdomadaire allemand Der Spiegel que les services secrets allemands surveillent depuis des années la Turquie « l'ambassadeur d'Allemagne en Turquie, Eberhard Pohl, a été invité à s'expliquer par le gouvernement turc. Tout acte d'espionnage "entre pays amis et alliés est inacceptable", a fait savoir Ankara. » (*Le Figaro, Nicolas Barotte, 19/08/2014*)

Selon Der Spiegel, « les services de renseignement allemands (BND) ont dans leur viseur... la Turquie, l'allié de l'Otan. Le fait est consigné dans le mandat établi par le gouvernement en 2009 qui fixe pour quatre ans (voire davantage, comme dans le cas présent) les points forts de l'action du BND définis par le gouvernement » (*Courrier International, Danièle Renon, 19/08/2014*)

« La Turquie est pourtant un allié de l'Otan et un partenaire privilégié de l'Allemagne. Sur ce dossier, le gouvernement [allemand] défend ses services. Pour Berlin, l'exception entre alliés ne s'applique pas à tous les pays de l'Alliance et l'Allemagne joue sa sécurité en Turquie. Ce qui rend nécessaire la surveillance de certains mouvements notamment kurdes. » (*Les Echos, L.D.B., 20/08/2014*)

« L'affaire ne devrait pas améliorer les relations entre Berlin et Ankara. Angela Merkel et le nouveau président turc Recep Tayyip Erdogan ne s'entendent pas. » (*Le Figaro, Nicolas Barotte, 19/08/2014*)

Turquie – Syrie – Irak

« La position ambiguë de la Turquie face à l'État islamique »

« Le califat "rétabli" par l'Etat islamique dans le nord de la Syrie et de l'Irak, aux frontières de la Turquie, est un sujet d'embarras pour Ankara. D'abord parce que des milliers de citoyens turcs seraient partis combattre avec le groupe djihadiste ces derniers mois. (...). Ce qui expose la Turquie à la menace terroriste. Ensuite parce que les autorités ont longtemps fermé les yeux sur le passage de ces rebelles le long de la frontière turco-syrienne et sur les activités de leurs soutiens sur le sol turc. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 31/07/2014*)

« Ankara continue à garder une position ambiguë par rapport à l'État islamique. Le bombardement américain des djihadistes en Irak a été accueilli avec tiédeur par le premier ministre, aujourd'hui président, Erdogan. Le ministre de la Défense Ismet Yilmaz a tenu à préciser que la Turquie n'avait accordé aucun soutien à l'opération des États-Unis. Officiellement, il s'agit d'éviter de mettre en danger la vie de 49 Turcs, diplomates et membres du consulat de Turquie à Mossoul, retenus en otage depuis le mois de juin par l'État islamique. Ankara a annoncé plusieurs fois que la libération des otages était proche, sans qu'il puisse y avoir des suites. » (*Le Figaro, Nare Hakikat, 11/08/2014*)

« La diplomatie turque ne considère pas l'EI comme une menace directe contre sa sécurité, note une source au ministère des affaires étrangères. Sur le sujet, Recep Tayyip Erdogan se montre prudent. "Personne ne doit s'attendre à ce que je provoque l'Etat islamique. C'est ce qu'ils espèrent", a-t-il déclaré après la prise d'otages de Mossoul. Le premier ministre est soupçonné par l'opposition de négliger le danger de ces groupes radicaux. "Un musulman ne peut pas se montrer cruel envers un autre frère musulman", a-t-il encore déclaré. (...) En Turquie comme en Syrie, les Kurdes proches de la mouvance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) accusent toujours Ankara de soutenir les djihadistes. » (*Le Monde, Guillaume Perrier, 31/07/2014*)

« La Turquie accueille 2000 Yazidis irakiens »

« La Turquie a accueilli environ 2000 Yazidis d'Irak chassés par les djihadistes de leurs villes du nord de l'Irak (...). Les autorités turques ne laissent entrer que des déplacés munis d'un passeport, ce qui a provoqué des séparations dans les familles. Mais le vice Premier ministre turc Besir Atalay a assuré que la Turquie s'efforçait d'agrandir ses capacités d'accueil. » (*Le Figaro, AFP, 14/08/2014*)

« La Turquie projette de construire une ville de tentes pour 16.000 personnes sur le sol irakien, tout près de la frontière commune, près de la ville kurde de Zakho, a indiqué à l'AFP un responsable de l'organisme des situations d'urgence (Afad). La Turquie préfère ne pas accueillir sur son sol ces nouveaux réfugiés car elle abrite déjà plus de 1,2 millions de réfugiés syriens qui ont fui la guerre civile dans leur pays et leur présence génère régulièrement des conflits sociaux avec la population locale. » (*Le Point, AFP, 14/08/2014*)

Turquie – Israël – Palestine

« Gaza: une ONG turque veut lancer une nouvelle flottille pour briser le blocus »

La Fondation pour l'aide humanitaire (IHH) « ONG islamique turque a annoncé, lundi [11 août], son intention d'affréter une nouvelle flottille pour tenter de briser le blocus imposé par Israël à la bande de Gaza, quatre ans après une première tentative qui s'était soldée par la mort de dix activistes turcs. (...)

En mai 2010, l'assaut des commandos israéliens contre le navire-amiral de la première flottille, le Mavi Marmara, avait provoqué la mort de 10 citoyens turcs et provoqué une grave crise diplomatique entre les gouvernements israélien et turc.

La justice turque a ouvert en 2012 un procès par contumace contre quatre anciens responsables de l'armée israélienne, qui font depuis le mois dernier l'objet d'une demande de mandat d'arrêt international.

Après les excuses officielles présentées par le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à la Turquie, des négociations ont débuté entre les deux pays pour l'indemnisation des victimes turques mais elles n'ont pour l'heure pas abouti. » (*Le Parisien, Libération, AFP, 11/08/2014*)

Turquie – Libye

« Ambassade turque en Libye: activité suspendue »

« La Turquie a suspendu [le 25 juillet] les activités de son ambassade à Tripoli en raison de l'aggravation de la situation dans la capitale libyenne, où des milices rivales se disputent le contrôle de l'aéroport international. » (*Le Figaro, Reuters, 25/07/2014*)

6. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Août 2014)

Courrier international

Danièle Renon

L'Express

Les Echos

Yves Bourdillon
Catherine Chatignoux
L. de B.

Le Figaro

Nicolas Barotte
Nare Hakikat

Le Monde

Guillaume Perrier
Sophie Gillig

Le Parisien

Le Point

Libération

Ragıp Duran
Marc Semo

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org